

HOOFDSTUK IV

Waarborg van betaling van de aanvullende vergoeding

Art. 8. Het sociaal fonds zal instaan voor de waarborg van de aanvullende vergoeding voorzien bij de in artikel 2 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst ingeval een werkgever niet de verplichtingen nakomt die hem zijn opgelegd krachtens de artikelen 4 tot 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de werkgever die in de onmogelijkheid is zijn verplichtingen na te komen wegens sluiting van onderneming, daar de waarborg van betaling van de aanvullende vergoeding dan is verzekerd door het fonds tot vergoeding van de werknemers ontslagen in geval van sluiting van onderneming krachtens artikel 2 van de wet van 30 juni 1967.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 9. In geval van niet verschuldigde betaling van de aanvullende vergoeding ingevolge vergissing of verkeerde inlichting, is de werkmán of de werkster gehouden aan het fonds de onverschuldigde betaalde bedragen terug te betalen.

Art. 10. De werkmán (werkster) die schuldeiser is van de aanvullende vergoeding zal het sociaal fonds in zijn (haar) plaats stellen voor zijn (haar) rechten en vorderingen voor de inning bij de werkgeverschuldenaar van de vergoeding, van de bedragen betaald en de kosten gedragen in toepassing van de artikelen 5, 7 en 8.

Art. 11. Op verzoek van de ondernemingen die op hun niveau een regeling van bruggpensioen hebben ingesteld die voor de werklíeden en werksters gunstiger is dan deze vastgesteld bij de in artikel 2 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, en dat krachtens een ondernemingsovereenkomst kan het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren een afwijking toestaan van sommige bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst in de voorwaarden en volgens de modaliteiten die het vaststelt.

Art. 12. Elke betwisting met betrekking tot de toepassing van de overeenkomst kan worden voorgelegd aan de raad van beheer van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren".

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1993 en houdt op van kracht te zijn op 1 april 1995.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 19 mei 1994.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

CHAPITRE IV.

Garantie de paiement de l'indemnité complémentaire

Art. 8. Le fonds social assure la garantie de l'indemnité complémentaire prévue par la convention collective de travail visée à l'article 2 dans le cas où l'employeur ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent en vertu des articles 4 à 7 de cette convention collective de travail.

La disposition de l'alinéa 1er ne s'applique pas à l'employeur qui es dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations pour cause de fermeture d'entreprise, la garantie de paiement de l'indemnité complémentaire étant assurée par le fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise, en vertu de l'article 2 de la loi du 30 juin 1967.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 9. En cas de paiement indu de l'indemnité complémentaire à la suite d'une erreur ou d'une information erronée, l'ouvrier ou l'ouvrière es tenu(e) de rembourser au fonds les sommes payées indûment.

Art. 10. L'ouvrier(ère) créancier(ère) de l'indemnité complémentaire subrogera le fonds social dans ses droits et actions pour le recouvrement auprès de l'employeur débiteur de l'indemnité des montants payés et des frais supportés en application des articles 5, 7 et 8.

Art. 11. A la demande des entreprises qui ont instauré à leur niveau un régime de prépension plus favorable aux ouvriers et ouvrières que celui fixé par la convention collective de travail visée à l'article 2, et cela en vertu d'une convention d'entreprise, la Commission paritaire du commerce alimentaire peut accorder une dérogation à certaines dispositions de la présente convention collective de travail, dans les conditions et selon les modalités quelle fixe.

Art. 12. Tout litige au sujet de l'application de la présente convention collective de travail peut être soumis au conseil d'administration du "Fonds social et de garantie du commerce alimentaire".

Art. 13. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1993 et cesse d'être en vigueur le 1er avril 1995.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 19 mai 1994.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 1806

[C — 27380]

26 MAI 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution des articles 23, § 5, et 26^{sexies} du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment les articles 23, § 5, et 26^{sexies}, y insérés par le décret du 4 novembre 1993;

Vu le décret du 4 novembre 1993 créant un Fonds budgétaire en matière d'emploi;

Vu le décret du 23 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 25 mars 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional de l'Emploi, donné le 26 avril 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 25 avril 1994;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « le décret », le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi modifié par le décret du 4 novembre 1993;
- 2° « le Ministre », le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;
- 3° « l'Office », l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 4° « le T-Service Interim », le T-Service Interim de l'Office.

CHAPITRE II. — Du fonds de roulement de l'Office

Art. 2. 1. Le montant de la subvention destinée à alimenter le fonds de roulement de l'Office est fixé à six cents millions de francs.

Ce montant peut être adapté par le Gouvernement en fonction de l'évolution des missions confiées à l'Office.

2. Cette subvention est imputée à charge du Fonds budgétaire en matière d'emploi inscrit à l'allocation de base 01.01.09 — programme 09 — section 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994.

La subvention de six cents millions de francs dont question au 1 est à charge du budget de l'année 1994.

Art. 3. Le fonds de roulement de l'Office est destiné à faire face à ses besoins de trésorerie occasionnels résultant des décalages entre le rythme des recettes et des dépenses résultant de l'exercice de ses missions.

Art. 4. Le fonds de roulement de l'Office fait l'objet d'inscriptions budgétaires et bilantaires distinctes.

Il est repris au bilan :

- 1° à l'actif dans un compte de la classe 3;
- 2° au passif, dans un compte de la classe 1.

Art. 5. 1. Si, en application de l'article 23, § 4, du décret, le fonds de roulement de l'Office, en totalité ou en partie, fait l'objet de placements, les intérêts générés par ces placements sont identifiés par des inscriptions budgétaires et bilantaires distinctes.

2. Les intérêts de placement résultant de la gestion financière du fonds de roulement de l'Office sont affectés, à l'exercice suivant, aux missions confiées à l'Office selon les priorités et modalités fixées par le Comité de gestion, moyennant l'accord du Ministre.

CHAPITRE III. — Du fonds de roulement du T-Service Interim

Art. 6. 1. Le montant de la subvention destinée à alimenter le fonds de roulement du T-Service Interim est fixé à deux cents millions de francs.

Ce montant peut être adapté par le Gouvernement en fonction de l'évolution des missions confiées au T-Service Interim.

2. Cette subvention est imputée à charge du Fonds budgétaire en matière d'emploi inscrit à l'allocation de base 01.01.09 — programme 09 — section 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994.

Art. 7. Le fonds de roulement du T-Service Interim est destiné à faire face aux besoins de trésorerie du T-Service Interim résultant de l'accomplissement de la mission visée à l'article 2, alinéa 1er, 2° du décret.

Art. 8. Le fonds de roulement du T-Service Interim fait l'objet d'inscriptions budgétaires et bilantaires distinctes.

Il est repris au bilan :

- 1° à l'actif dans un compte de la classe 3;
- 2° au passif, dans un compte de la classe 1.

Art. 9. 1. Si, en application de l'article 23, § 4, du décret, le fonds de roulement du T-Service Interim, en totalité ou en partie, fait l'objet de placements, les intérêts générés par ces placements sont identifiés par des inscriptions budgétaires et bilantaires distinctes.

2. Les intérêts de placement résultant de la gestion financière du fonds de roulement du T-Service Interim sont considérés comme des recettes résultant de l'activité de ce service.

CHAPITRE IV. — Disposition commune

Art. 10. Il est rendu compte de l'utilisation des fonds de roulement de l'Office et du T-Service Interim, à l'appui des comptes mensuels de trésorerie et d'exécution provisoire du budget.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 26 mai 1994.

Le Ministre-Président, chargé de l'Economie,
des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de Formation professionnelle,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1806

[C — 27380]

26. MAI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 23 § 5 und 26sexies des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere der durch das Dekret vom 4. November 1993 eingefügten Artikel 23 § 5 und 26sexies;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 4. November 1993 zur Errichtung eines Haushaltsfonds in Sachen Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere der Artikel 55 bis 58;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzaufsichtsbehörde vom 25. März 1994;

Aufgrund des am 26. April 1994 gegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des am 25. April 1994 gegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° « das Dekret »: das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, abgeändert durch das Dekret vom 4. November 1993;

2° « der Minister »: der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3° « das Amt »: das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

4° « das T-Service Interim »: der als « T-Service Interim » bezeichnete Dienst des Amtes.

KAPITEL II. — Der Betriebsfonds des Amtes

Art. 2. 1. Die Subvention zur Finanzierung des Betriebsfonds des Amtes wird auf einen Betrag in Höhe von Sechshundert Millionen Franken festgelegt.

Die Regierung kann diesen Betrag aufgrund der weiteren Entwicklung der dem Amt anvertrauten Aufgaben anpassen.

2. Diese Subvention wird zu Lasten des Haushaltsfonds in Sachen Beschäftigung, eingetragen in der Basiszuwendung 01.01.09 — Programm 09 — Abschnitt 11 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994, angerechnet.

Die unter 1. genannte Subvention in Höhe von Sechshundert Millionen Franken geht zu Lasten des Haushalts des Jahres 1994.

Art. 3. Der Betriebsfonds des Amtes dient zur Überwindung gelegentlicher Liquiditätsbedürfnisse, die aus den Verschiebungen zwischen dem Rhythmus der mit der Durchführung seiner Aufgaben verbundenen Ein- und Ausgaben hervorgehen.

Art. 4. Der Betriebsfonds des Amtes bildet den Gegenstand von unterschiedlichen Haushalts- und Bilanzeintragungen.

In der Bilanz wird er an folgenden Stellen übernommen:

1° auf Aktivseite in einem Konto der Klasse 3;

2° auf Passivseite in einem Konto der Klasse 1.

Art. 5. 1. Wenn in Ausführung von Artikel 23 § 4 des Dekrets, der Betriebsfonds des Amtes ganz oder zum Teil der Gegenstand von Anlagen ist, dann werden die durch diese Anlagen produzierten Zinsen anhand von unterschiedlichen Haushalts- und Bilanzeintragungen identifiziert.

2. Die Zinsen aus Anlagen im Rahmen der Finanzgebarung des Betriebsfonds werden im nächsten Haushaltsjahr für die Aufgaben verwendet, die dem Amt je nach den mit Einverständnis des Ministers vom Verwaltungsausschuss festgelegten Modalitäten und Vorrangsbedingungen anvertraut sind.

KAPITEL III. — Der Betriebsfonds des T-Service Interim

Art. 6. 1. Die Subvention zur Finanzierung des Betriebsfonds des T-Service Interim wird auf einen Betrag in Höhe von Zweihundert Millionen Franken festgelegt.

Die Regierung kann diesen Betrag aufgrund der weiteren Entwicklung der dem T-Service Interim anvertrauten Aufgaben anpassen.

2. Diese Subvention wird zu Lasten des Haushaltsfonds in Sachen Beschäftigung, eingetragen in der Basiszuwendung 01.01.09 — Programm 09 — Abschnitt 11 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994, angerechnet.

Art. 7. Der Betriebsfonds des T-Service Interim dient zur Überwindung der Liquiditätsbedürfnisse, die das T-Service Interim aus Gründen, die mit der Durchführung seiner im Artikel 2 Absatz 1 2° des Dekrets, gemeinten Aufgabe verbunden sind, zu überwinden.

Art. 8. Der Betriebsfonds des T-Service Interim bildet den Gegenstand von unterschiedlichen Haushalts- und Bilanzeintragungen.

In der Bilanz wird er an folgenden Stellen übernommen:

1° auf Aktivseite in einem Konto der Klasse 3;

2° auf Passivseite in einem Konto der Klasse 1.

Art. 9. 1. Wenn in Ausführung von Artikel 23 § 4 des Dekrets, der Betriebsfonds des T-Service Interim ganz oder zum Teil der Gegenstand von Anlagen ist, dann werden die durch diese Anlagen produzierten Zinsen anhand von unterschiedlichen Haushalts- und Bilanzeintragungen identifiziert.

2. Die Zinsen aus Anlagen im Rahmen der Finanzgebarung des Betriebsfonds des T-Service Interim gelten als Einnahmen, die sich aus der Tätigkeit dieses Dienstes ergeben.

KAPITEL IV. — *Gemeinsame Bestimmung*

Art. 10. Über die Verwendung der Betriebsfonds des Amtes und des T-Service Interim wird anhand der monatlichen Liquiditätsabrechnungen und Bilanzen und der vorläufigen Haushaltsdurchführung Rechenschaft abgelegt.

KAPITEL V. — *Schlußbestimmungen*

Art. 11. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 12. Der vorliegende Erlaß tritt am Datum seiner Unterschrift in Kraft.

Namur, den 26. Mai 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1806

[C — 27380]

26 MEI 1994. — *Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van artikelen 23, § 5, en 26sexies van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling*

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikelen 23, § 5, en 26sexies er ingevoegd bij het decreet van 4 november 1993;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 november 1993 houdende oprichting van een Begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het decreet van 23 december 1993 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikelen 55 tot 58;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 1994;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 28 april 1994;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 april 1994;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij het decreet van 4 november 1993;

2° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort;

3° « de Dienst » : het « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling);

4° « de T-Service Interim » : de T-Service Interim van de Dienst.

HOOFDSTUK II. — *Het bedrijfskapitaal van de Dienst*

Art. 2. 1. Het bedrag van de toelage voor het onderhoud van het bedrijfskapitaal van de Dienst is vastgesteld op zeshonderd miljoen franken.

Dit bedrag kan door de Regering aangepast worden naar gelang de evolutie van de aan de Dienst toevertrouwde opdrachten.

2. Deze toelage komt ten laste van het Begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling ingeschreven op de basistoelage 01.01.09 — programma 09 — afdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994.

De in 1 vermelde toelage van zeshonderd miljoen franken komt ten laste van de begroting van 1994.

Art. 3. Het bedrijfskapitaal van de Dienst dient om zijn tijdelijke kapitaalbehoeften voortkomend uit het tijderschil tussen de ontvangsten en de uitgaven verbonden aan de uitvoering van zijn opdrachten na te komen.

Art. 4. Het bedrijfskapitaal van de Dienst bestaat uit afzonderlijke begrotings- en balansinschrijvingen.

Het is vermeld in de balans :

1° wat betreft de activa, in een rekening van klasse 3;

2° wat betreft de passiva, in een rekening van klasse 1.

Art. 5. 1. Indien bij toepassing van artikel 23, § 4, van het decreet, het bedrijfskapitaal van de Dienst geheel of ten dele geplaatst wordt, worden de door deze beleggingen verwekte interesten geïdentificeerd door afzonderlijke begrotings- en balansinschrijvingen.

2. De beleggingsinteresten voortkomend uit het financieel beheer van het bedrijfskapitaal van de Dienst worden aangewend voor het volgende boekjaar aan de aan de Dienst toevertrouwde opdrachten volgens de door het beheerscomité vastgestelde voorrangen en modaliteiten, na instemming van de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim*

Art. 6. 1. Het bedrag van de toelage voor het onderhoud van het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim is vastgesteld op tweehonderd miljoen franken.

Dit bedrag kan door de Regering aangepast worden naar gelang de evolutie van de aan de T-Service Interim toevertrouwde opdrachten.

2. Deze toelage komt ten laste van het Begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling ingeschreven op de basistoelage 01.01.09 — programma 09 — afdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994.

Art. 7. Het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim dient om de tijdelijke kapitaalbehoeften van de T-Service Interim voortkomend uit de uitvoering van de opdracht vermeld in artikel 2, 1^e lid, 2^o, van het decreet na te komen.

Art. 8. Het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim bestaat uit afzonderlijke begrotings- en balansinschrijvingen.

Het is vermeld in de balans :

1^o wat betreft de activa, in een rekening van klasse 3;

2^o wat betreft de passiva, in een rekening van klasse 1.

Art. 9. 1. Indien bij toepassing van artikel 23, § 4, van het decreet, het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim geheel of ten dele geplaatst wordt, worden de door deze beleggingen verwekte interesten geïdentificeerd door afzonderlijke begrotings- en balansinschrijvingen.

2. De beleggingsinteresten voortkomend uit het financieel beheer van het bedrijfskapitaal van de T-Service Interim worden aanzien als inkomsten die het gevolg zijn van de activiteit van deze dienst.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. Er wordt rekenschap afgelegd van het gebruik van de bedrijfskapitalen van de Dienst en van de T-Service Interim bij middel van maandelijksse liquiditeitsposities en van maandelijksse uittreksels van voorlopige uitvoering van de begroting.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn ondertekening.

Namen, 26 mei 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

[C — 3429]

23 JUNI 1994. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 29 maart 1994 tot wijziging van het besluit van 19 maart 1991 over het eigen vermogen van de kredietinstellingen en over het in aanmerking nemen van de staatswaarborg als bestanddeel van het eigen vermogen van de openbare kredietinstellingen

De Minister van Economische Zaken en de Minister van Financien,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op de artikelen 43, 61, 63, 64 en 80;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België;

Gelet op de raadpleging van de Belgische Vereniging van Banken en van de Belgische Spaarbankenvereniging,

Besluiten :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 29 maart 1994 tot wijziging van het besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 19 maart 1991 over het eigen vermogen van de kredietinstel-

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET MINISTERE DES FINANCES

[C — 3429]

23 JUIN 1994. — Arrêté ministériel portant approbation des arrêtés de la Commission bancaire et financière du 29 mars 1994 modifiant l'arrêté du 19 mars 1991 relatif aux fonds propres des établissements de crédit, et relatif à la prise en considération de la garantie de l'Etat comme élément des fonds propres des établissements publics de crédit

Le Ministre des Affaires économiques et le Ministre des Finances,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment les articles 43, 61, 63, 64 et 80;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique;

Vu la consultation de l'Association belge des Banques et du Groupement belge des Banques d'Épargne,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Les arrêtés de la Commission bancaire et financière du 29 mars 1994 modifiant l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 19 mars 1991 relatif aux fonds propres des établissements de crédit, et relatif à la prise en considération de la garantie